

MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTÉE

PRESTATION DE FORMATION ET D'ANIMATION D'UN ATELIER D'ART ORATOIRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : jeudi 13 novembre 2025 à 15h00.

Maître d'ouvrage : École nationale supérieure d'architecture et de paysage (ENSAP) de Bordeaux

Pour le cas où ils transmettraient à l'établissement public des données à caractère personnel dans le cadre de la présente consultation, les candidats sont invités à prendre connaissance de la politique de protection des données, publiée dans la rubrique « Données personnelles » du portail internet institutionnel
<https://www.bordeaux.archi.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION - DESCRIPTIF SOMMAIRE DE LA PRESTATION	3
ARTICLE 3 – DUREE, DELAI ET LIEU D’EXECUTION DU MARCHE	3
ARTICLE 4 – PROCEDURE	3
4.1 – PROCEDURE DE PASSATION.....	3
4.2 – FORME DU MARCHE PUBLIC	3
4.3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODIFICATIONS	4
ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES PLIS	4
5.1 – PRESENTATION ET CONTENU DE LA CANDIDATURE.....	4
5.2 – PRESENTATION ET CONTENU DE L’OFFRE	5
ARTICLE 6 – ANALYSE DES PLIS ET SELECTION	5
6.1 – ANALYSE DES CANDIDATURES.....	5
6.2 – ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES DES OFFRES	5
6.3 – PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS.....	6
6.4 – NEGOCIATIONS.....	6
6.5 – CHOIX DE L’ATTRIBUTAIRE – ATTRIBUTION DU MARCHE.....	6
6.6 – MISE AU POINT	8
7.1 – DATE ET HEURE DE RECEPTION DES PLIS	8
7.2 –CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	8
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	9
ARTICLE 9 – CONTENTIEUX	10
ARTICLE 10 – MODALITES DE SIGNATURE DU MARCHE	10

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Ecole nationale supérieure de l'architecture et du Paysage de Bordeaux –
740, cours de la Libération
CS 70109
33405 TALENCE Cédex

Représentée par son directeur Fabien Ansel

Type d'organisme : Etablissement public administratif.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION - DESCRIPTIF SOMMAIRE DE LA PRESTATION

Le présent marché public¹ a pour objet une prestation de formation et d'animation d'un atelier d'art oratoire. Il s'agit d'un enseignement optionnel du programme de la formation architecture en 5^{ème} année (semestre 10). Les étudiants doivent soutenir leur projet de fin d'études devant un jury. La soutenance est ouverte au public.

L'objet de la prestation est d'accompagner les élèves et de les former à la soutenance orale devant le jury final.

La prestation est détaillée dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Le marché est un marché de : services

ARTICLE 3 – DUREE, DELAI ET LIEU D'EXECUTION DU MARCHE

La durée du marché court à compter de la notification du lot au titulaire.

Le présent marché est conclu pour **une durée de 12 mois** à compter de sa date de notification au titulaire concerné. Il est renouvelable 2 fois.

La prestation est exécutée dans les locaux de l'ENSAP de Bordeaux.

ARTICLE 4 – PROCEDURE

4.1 – Procédure de passation¹

Le marché est passé en procédure adaptée(MAPA) en application des articles L2123-1 DU Code de la commande publique CCPub.

La procédure est directement accessible sur PLACE.

Code CPV : 80000000-4 Services d'enseignement et de formation

4.2 – Forme du marché public

Le contrat est :

- mono-attributaire ;
- exécuté à prix global et forfaitaire.

¹ Les mentions « CCPub » renvoient au Code de la Commande Publique.

4.3 – Contenu du dossier de consultation et modifications

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation
- l'acte d'engagement et son annexe financière (décomposition du prix global forfaitaire)
- le cahier des clauses administratives particulières

Le dossier de consultation des entreprises est disponible sur la plate-forme PLACE à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'ENSAP Bordeaux se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES PLIS

L'ensemble des documents constitutifs de la candidature et de l'offre sera obligatoirement rédigé en langue française sous peine de rejet.

5.1 – Présentation et contenu de la candidature

Les entreprises pourront répondre seules, groupées solidairement ou conjointement.

Une entreprise ne peut être mandataire de plus d'un groupement.

En cas de groupement conjoint, il est indiqué, en application de l'article R2142-24 CCPub, que le mandataire du groupement devra être solidaire de tous les autres membres du groupement.

Le dossier de candidature devra comprendre :

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1. la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner à un marché public (l'article R2143-3 du CCPub)
2. les renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat tels que prévus aux articles R2142-6 à 12 du CCPub
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de la consultation réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles
3. les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat tels que prévus aux articles R2142-13 et 14 du CCPub
4. ses qualifications professionnelles

En cas de candidature présentée par un groupement momentané d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements requis ci-dessus.

5.2 – Présentation et contenu de l'offre

Le dossier offre comprend les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement complété, daté et, de préférence, signé² ;
2. La décomposition du prix global et forfaitaire, complétée (annexe de l'AE) ;
3. Le mémoire technique.

Composition du mémoire technique :

- Contenu des ateliers ;
- Méthode pédagogique d'accompagnement des étudiants ;
- Proposition d'oraux blancs ;
- Moyens humains : composition de l'équipe des intervenants et expérience
- Autres éléments jugés utiles par le candidat pour offrir une meilleure appréhension technique de son offre.

Durée de validité des offres : Les offres sont valables 60 jours à compter de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES PLIS ET SELECTION

6.1 – Analyse des candidatures

Sauf mise en œuvre facultative et à l'initiative du seul pouvoir adjudicateur de l'article R2144-2 CCPub relatif au complément des candidatures, les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des renseignements et des documents demandés dans le dossier candidature verront leur candidature rejetée.

Cette phase de complément des candidatures, si elle a lieu, sera engagée via le profil acheteur de l'ENSAP Bordeaux sur la plateforme PLACE.

6.2 – Analyse et jugement des offres des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 8 du CCPub et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur déterminera l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de sélection énumérés ci-après et pondérés comme suit :

- **Critère 1 : Valeur technique (60%)** selon méthode de notation suivante :
 - a/ Analyse des conditions de la prestation (contenu des ateliers, méthode pédagogique d'accompagnement des étudiants, proposition d'oraux blancs) (40%)
Noté sur 10 avec le barème suivant :
10 = excellent 5 = satisfaisant 2,5 = insatisfaisant 0 = non remis
 - b/ Analyse de l'équipe dédiée (noms, CV dont présentation des éventuelles références similaires (20%)

² Cette signature de l'Acte d'Engagement (AE) lors du dépôt de l'offre n'est pas juridiquement obligatoire ; la non signature dudit AE n'est donc pas susceptible d'entraîner l'irrégularité de l'offre déposée. La signature de cet AE ne sera exigible que du candidat attributaire ; à ce stade de la procédure la demande de signature de l'AE n'a vocation qu'à permettre un allègement de la phase procédurale et une notification plus rapide du marché public. La signature exigible au terme de la procédure devra respecter les règles relatives à la signature électronique telles que définies à l'article 6.2 du présent RC. A ce titre, les candidats ne disposant pas de signature électronique au jour de dépôt de l'offre bénéficient du délai afférent à l'analyse pour acquérir le(s) certificat(s) électronique(s) nécessaire(s) à la signature de leur offre.

Noté sur 10 avec le barème suivant :

10 = excellent

5 = satisfaisant

2,5 = insatisfaisant

0 = non remis

- **Critère 2 : Prix (40%)**

Le critère prix sera apprécié en fonction de l'écart des prix des offres entre elles et les notes correspondantes seront calculées en fonction du rapport entre le prix le plus bas et le prix de l'offre examinée.

La note maximale de 10 sera attribuée au prix le plus bas.

La note du prix du candidat noté sera égale à : (prix le plus bas/ prix de l'offre examinée du candidat noté) X 10.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, au sens des articles L2152-2 à L2152-4 CCPub seront éliminées. Toutefois, en application des articles R2152-1 et R2152-2 CCPub, l'ENSAP Bordeaux se réserve la possibilité d'offrir aux soumissionnaires concernés la possibilité de régulariser leur offre irrégulière à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

6.3 – Précisions demandées aux candidats

Des précisions pourront être demandées aux candidats lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée.

6.4 – Négociations

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser ou de ne pas organiser une phase de négociation avec les candidats dans les conditions suivantes.

Les offres inappropriées au sens de l'article R.2152-1 du code de la commande publique seront éliminées. Le cas échéant, la négociation se déroulera uniquement par écrit et portera sur tous les éléments de l'offre, notamment la qualité et le prix.

La négociation ne pourra porter sur l'objet du marché public ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché public telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne pourront être de nature à avantager certains d'entre eux. Le pouvoir adjudicateur ne pourra révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

À défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération pour l'analyse finale si elle n'est ni irrégulière, ni inacceptable. S'agissant des offres remises après négociation ou, à défaut de nouvelles propositions, des premières offres, le délai de validité des offres est apprécié à compter de la date de remise des offres définitives. Suite à la négociation, les offres qui resteraient irrégulières ne seront ni notées, ni classées.

6.5 – Choix de l'attributaire – Attribution du marché

L'offre économiquement la plus avantageuse, classée première, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation, sera retenue provisoirement, sous réserve que le candidat fournisse dans les 8 jours francs suivant la notification de la décision d'attribution, les pièces administratives listées ci-dessous.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

Liste des pièces à remettre préalablement à la notification du marché

- La dernière attestation de régularité fiscale exigible et attestant la souscription des déclarations et le paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (impôt sur les sociétés et TVA) ;
(cf. art R2143-7 du CCPub).
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
(cf. art R2143-7 du CCPub)
- Un RIB/RIP ;
- L'acte d'engagement (ENSAP Bordeaux) signé, le cas échéant, signé par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques;
- Le cas échéant, en cas de groupement et dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Pour le candidat attributaire employant des travailleurs détachés et avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail ;
(cf. art. 2143-8 du CCPub ; R 1263-12 du code du travail)
- Pour le candidat attributaire employant des travailleurs étrangers (hors travailleurs détachés), un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, conformément aux dispositions des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
(cf. art. 2143-8 du CCPub ; D.8254-2 du code du travail)
- Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1. Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;

En cas de candidature présentée par un groupement momentané d'entreprises ou de sous-traitance, chaque membre du groupement ou sous-traitant devra fournir l'ensemble des documents et renseignements requis ci-dessus.

A défaut, son offre sera rejetée et le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le choix sera définitif lorsque le candidat sélectionné aura fourni tous les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-12 CCPub.

6.6 – Mise au point

Le cas échéant, après sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une mise au point des composantes du contrat.

Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 – Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le jeudi 13 novembre 2025 à 15h00.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Le pli du candidat contient deux dossiers distincts :

- un relatif à la candidature
- un relatif à l'offre.

Le candidat indiquera également l'adresse courriel personnelle du contact en charge de la réponse auprès de l'ENSAP Bordeaux afin de permettre une meilleure mise en œuvre des articles 6.1, 6.2, 6.3, 6.4 et 6.6 du présent RC et la notification du contrat par voie électronique.

7.2 – Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté

En cas d'envois de plis successifs et conformément à l'arrêt "Société TDS" du Conseil d'Etat du 20 décembre 2021, l'acheteur considèrera le dernier pli réceptionné avant la date limite de remise des plis comme pli à prendre en compte au titre de l'offre et la candidature du soumissionnaire. Néanmoins, l'acheteur accepte d'ouvrir les plis précédents transmis par le même soumissionnaire s'ils s'avèrent complémentaires du dernier pli envoyé. Chaque pli sera donc ouvert si les circonstances l'exigent, tout en respectant le principe d'égalité de traitement des candidats.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les formats de dépôt préconisés sont les formats PDF, doc, xls

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Règles de nommage des fichiers

Les candidats sont invités à respecter les règles de nommage suivantes :

- Pour le dossier de candidature : DC_nom du fichier_nom du candidat
- Pour le dossier d'offre technique : DT_nom du fichier_nom du candidat
- Pour le dossier d'offre financière : DF_nom du fichier_nom du candidat

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

L'envoi par courrier postal avec AR de la copie de sauvegarde s'effectue à l'adresse suivante

ENSAP BORDEAUX
740 cours de la Libération
CS 70109
33405 TALENCE CEDEX

Avec la mention "Copie de sauvegarde – Prestation de service Art oratoire 2025

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres une demande écrite par l'intermédiaire du module question/réponse de la

plateforme PLACE. Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 9 – CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Bordeaux.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 10 – MODALITES DE SIGNATURE DU MARCHE

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement. L'acte d'engagement est par la suite signé par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'ENSAP Bordeaux. Après signature, le marché est notifié à l'attributaire du marché.

10

=====